

Quand le M'Zab découvre les pogroms et les ratonnades

Comme pour signaler que l'escalade meurtrière qui vient de mettre à genoux le pays du M'Zab les a, eux-mêmes, surpris par sa mutation en quasi-guerre civile, nos dirigeants ne veulent-ils pas surtout se défendre de quelques imprévoyances de leur part ? Ou même de quelques inavouables complicités dans l'enchaînement des événements qui, cycliquement, ont été à l'origine des affrontements intercommunautaires ? C'est que cet «archipel» d'oasis jadis paisible et en même temps singulier par la spiritualité de sa population, est devenu, depuis dix années au moins, le polygone d'obscur enjeux. Pis encore, c'est dans cette contrée que s'entrechoquent, de nos jours, les ressentiments identitaires (Chaâmbis contre Mozabites) et où s'exacerbent parallèlement les appétits de puissance économique opposant les Arabes malékites aux Berbères ibadites. Cette équation, que la puissance publique a toujours voulu écarter du discours officiel afin de n'avoir pas à la résoudre, est sûrement à l'origine des récentes expéditions punitives qui ont laissé sur le sable du désert une trentaine de cadavres et plusieurs dizaines de blessés. Car enfin ce qui s'est passé entre l'aube de dimanche dernier et tout au long des journées de mardi et mercredi ne pouvait que choquer l'Algérien le plus endurci. Aussi bien les méthodes racistes des pogroms que la «science» de la traque, inspirée

des méfaits des armées coloniales à travers les fameuses «ratonnades» ne furent-elles pas remises au goût des représailles qui se déchaînèrent dans les huis clos des Ksour ?

Alors que M. Bedoui, ministre de l'Intérieur, se rassurait auprès des notables avant de retourner à Alger, les guets-apens se mettaient déjà en place aussi bien à Berriane qu'à Guerara et Ghardaïa. Et c'est ainsi que le M'Zab allait découvrir les «aurores de cristal»... Ceux des pillages des commerces et les incendies des édifices appartenant au Mozabites. Une imitation horripilante des «nuits de cristal» lorsque le nazisme alimentait la haine stupide du juif. Or, tout cela n'a pas pu échapper à la vigilance des forces de sécurité. Et surtout, a-t-il dû faire l'objet d'interprétations pointues par le pouvoir public pour ne plus se suffire des qualificatifs banals, en usage dans la communication officielle. Non, le brasier du M'Zab n'est pas le fait du grand banditisme uniquement. Quitte à ce que l'on admette qu'il bénéficie de certaines ramifications mafieuses, celles-là demeurent en toutes circonstances secondaires.

Le M'Zab est en vérité un abcès de fixation identitaire qui s'inscrit tout à fait dans la problématique des minorités ethniques ou spirituelles vivant dans un environnement encore mal préparé et peu éduqué par la tolérance et la diversité. C'est souvent ainsi que la question a

été partout posée depuis 18 mois (novembre 2013). Or, ce climat conflictuel dure depuis une décennie et des affrontements entre tribus ont bien eu lieu dans la vallée du M'Zab en 2008, notamment. Un pic d'inquiétude que le gouvernement de l'époque réduisit, comme il en avait l'habitude, à un foyer de la délinquance que l'on confie à la justice des droits communs. Cependant, malgré tous les subterfuges qui empêchèrent la question du M'Zab de venir dans le débat politique, il s'en est trouvé tout de même une personnalité pour confondre le pouvoir et l'accuser de pitoyables contre-vérités.

Saïd Sadi, alors secrétaire général du RCD, commenta différemment les violences intercommunautaires d'avril-mai 2008 en révélant la responsabilité politique de l'administration dans la tournure dramatique que prirent les événements. Interpellant le sommet de l'Etat, il rappela que «dans des situations moins tragiques que celles que connut le M'Zab, des ministres démissionnaient pour moins que cela et des sanctions tombaient avant que le pire n'arrive...». Ce pire qu'il craignait en 2008 n'est-il pas en train de se commettre à Ghardaïa en ce mois de juillet 2015 ?

Car ce qu'il disait à propos des ressorts dissimulés activant ces frondes à répétition était hallucinant. En effet, il laissa entendre que même le pouvoir ne serait pas tout à fait étranger à l'apparition de tels brasiers ou, tout au moins, qu'il laissait par oubli volontaire quelques boîtes d'allumettes à portée de mains des boutefeux de service ! Une allusion valant une autre, celle de Saïd Sadi datant de 2008 ne ressemble-t-elle pas à cette autre indication répétée en boucle ces jours-ci et qui désigne une «troisième partie» à l'origine de la réactivation des conflits intercommunautaires ?

Aujourd'hui comme dans ce passé récent, cette assertion troublante qui voudrait que le régime en place serait tout à fait capable de commanditer un pareil chaos semble tout de même difficile à étayer en terme de plus-value poli-



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

tique. Ceci dit, si l'on doit donc récuser l'éventualité de l'implication du pouvoir dans le désordre du M'Zab il ne reste alors que l'hypothèse de l'incompétence crasse d'un gouvernement qui, durant 20 mois, a mené en bateau une population à bout de nerfs. Ce qui vaut au pays la plus désastreuse atteinte aux droits de l'Homme dont seraient victimes les premiers peuples de ce pays du M'Zab. Ceux que l'on pousse à l'exode par le graffiti sur les murs de leur «chez soi» avant d'organiser la traque. Une terrible et insoutenable insulte à la mémoire de celui qui donna à l'Algérie son premier hymne national ce «kassamen» à la sonorité d'airain qui, à ce jour, cimente l'unité nationale.

Comme quoi il ne faut, parfois, «jurer» de rien lorsqu'un pays oublie d'où il vient et à qui il doit une part de sa dignité retrouvée !

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE DU SOIR D'ALGÉRIE
VOUS ÊTES JOURNALISTE CONFIRMÉ(E) ?
VOUS SOUHAITEZ DÉBUTER
DANS CETTE MAGNIFIQUE PROFESSION ?

Envoyez votre CV à : lesoirdalgerie@yahoo.fr

Il sera exigé une maîtrise parfaite
de la langue française, le sens de l'initiative
et une disponibilité totale.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

Du droit à tous au logement médicalisé des bords de Seine !

Appel au pouvoir ! Que la Grande Prière de l'Aïd se tienne cette année dans une mosquée de Ghardaïa, en présence des deux communautés et du gouvernement au grand complet.

Un bon début !

En fait, l'idéal de développement, l'indicateur infaillible de sortie de crise pour le pays, c'est lorsque tout Algérien dont la fille serait malade – que Dieu la guérisse – pourra lui acheter un appartement à Paris afin qu'elle soit correctement soignée sur place, dans la capitale française, sans avoir à subir les affres des allers-retours entre Alger et Paris, ni devoir subir une chambre d'hôtel parisien, fût-il étoilé. Voilà l'objectif auquel doit absolument s'atteler Boudiaf, le ministre de la Santé. Certes, c'est ambitieux, certes, c'est ardu, certes, c'est costaud, mais les Algériens ont l'habitude des défis ! Cependant, pour arriver à garantir à chaque Algérien dont un enfant ou un parent serait souffrant ou tout bonnement contraint métaphysiquement et transcendalement à rester en France ou ailleurs dans le monde d'avoir la possibilité constitutionnelle d'acheter un appartement dans les meilleurs quartiers de la ville lumière, il ne faut pas confier ce chantier au seul ministre de la Santé. Non ! Il faut une intersectorialité. Le ministre de l'Habitat doit donner un coup de main au ministre de la Santé. Il est toujours bon de disposer de la compétence d'un ministre de l'Habitat algérien pour se débrouiller un appartement à Paris ! Ça s'appelle l'extension des compé-

tences. Et tant qu'on y est, les Algériens doivent pouvoir aussi compter sur les affaires étrangères dans leur quête d'une piaule parisienne. Il faut absolument mettre toutes les chances du côté de nos citoyens, tous nos citoyens en quête d'un toit en France pour leur enfant malade ou juste stressé. C'est ainsi que nous montrerons et démontrerons au monde ébahi les progrès fantastiques de notre système de santé. Bien sûr, ce droit constitutionnel à la santé française en appartement parisien doit aussi s'accompagner d'obligations de la part des bénéficiaires. Entre autres obligations, celle de transmettre à Toufik, par courrier recommandé, cacheté et écrit à l'encre sympathique tous les documents ayant trait à l'acquisition. Vu le nombre d'enfants algériens malades, vu l'état de nos soins en mode local, et vu ces nouvelles perspectives qui démocratisent l'accès au logement AADL des bords de Seine, je vous le concède, le bureau du patron du DRS va être submergé, vite débordé. Mais ce service en a vu d'autres. On ne lui a pas décerné la médaille de la bravoure comme ça ! 40 millions de dossiers d'achat d'appart' parisiens à lire, à éplucher, à avaliser et à classer, c'est une mission dans ses cordes. Et comme le dit si bien l'adage algérien, plus on a de cordes à son arc plus la chasse aux percussionnistes sera bonne en septembre. Si ! Si ! Je vous assure que ce dicton existe bel et bien. Il nous vient du centre-est du pays. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

